

Il y avait dissension au sein de la communauté autochtone au sujet du droit à ces terres que le gouvernement fédéral veut redonner aux autochtones.

Après les négociations menées par mon collègue, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, il semble maintenant que cette affaire soit sur le point d'être réglée de façon satisfaisante.

* * *

[Français]

LE RÉFÉRENDUM QUÉBÉCOIS

Mme Suzanne Tremblay (Rimouski—Témiscouata, BQ): Monsieur le Président, la semaine dernière, la ministre du Travail responsable du référendum au Québec a déclaré, et je cite : « Nous avons toujours dit que les Québécois avaient le droit de s'exprimer sur le futur du Québec, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du Canada. Nous sommes dans un pays démocratique, donc nous allons respecter le vote. »

Ma question s'adresse à la ministre du Travail. La ministre responsable du référendum au Québec maintient-elle toujours sa déclaration selon laquelle elle respectera le vote référendaire des Québécois et des Québécoises?

• (1450)

L'hon. Lucienne Robillard (ministre du Travail, Lib.): Monsieur le Président, j'ai dit, je redis et je suis fière aujourd'hui de l'affirmer à nouveau dans cette Chambre des communes que le Canada est un pays démocratique, et c'est pourquoi j'y tiens comme québécoise aussi. Ne l'oubliez jamais.

Nous avons toujours affirmé que les Québécois avaient le droit de s'exprimer clairement et démocratiquement sur leur avenir. Où est cette question claire? Où est cette question claire de la part de nos collègues? Pourquoi cachent-ils le véritable enjeu de ce référendum? Qu'ont-ils à cacher?

Ils cachent des études. Qu'est-ce qu'ils cachent d'autre? Pourquoi ne veulent-ils pas dire la vérité aux Québécois? Et la réponse sera claire le 30 octobre.

Mme Suzanne Tremblay (Rimouski—Témiscouata, BQ): Monsieur le Président, la semonce du premier ministre a porté ses fruits et au moment où la ministre a déclaré qu'elle respecterait le vote des Québécois et des Québécoises, elle connaissait bel et bien la question.

Des voix: Bravo!

Mme Tremblay: Alors plutôt que de fouler aux pieds ses principes, la ministre ne reconnaît-elle pas qu'elle aurait dû avoir le courage de démissionner de son poste pour défendre ses convictions, son attachement au Canada, et préserver sa propre crédibilité?

L'hon. Lucienne Robillard (ministre du Travail, Lib.): Monsieur le Président, je vais répéter ce qu'on vient de me dire. Je n'ai pas de leçon de démocratie à recevoir. On vient de me dire, comme M. Yves Duhaime avait dit: Est-elle une vraie québécoise parce qu'elle a été élue par des gens de Saint-Henri—Westmount, parce

Questions orales

que des anglophones ont voté pour moi? Ça vient juste d'être dit, monsieur le Président.

Vous voyez un peu de quelle sorte de morale, de quelle sorte d'éthique nous parlons ici. Avons-nous le courage de dire les vraies choses aux Québécois et aux Québécoises? Ils sont capables de décider pour eux-mêmes. Si on leur pose la question: Voulez-vous vous séparer du Canada? La réponse sera non.

* * *

[Traduction]

LE RAPPORT DE LA BANQUE MONDIALE

Mme Jane Stewart (Brant, Lib.): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Hier, la Banque mondiale a rendu public son rapport sur la richesse des pays. Nous sommes tous ravis de constater que le Canada est le deuxième pays le plus riche du monde. Le ministre aurait-il l'obligeance de nous dire ce que cela signifie pour le Canada et les Canadiens?

L'hon. Douglas Peters (secrétaire d'État (Institutions financières internationales), Lib.): Monsieur le Président, je remercie la députée de sa question.

Je suis heureux de faire part à mes collègues des conclusions de la Banque mondiale, des nouvelles études qu'elle a réalisées et des nouvelles méthodes qu'elle a employées. Il n'y a pas que le rendement industriel qui soit mesuré; la richesse nationale et les ressources humaines d'un pays le sont aussi.

Je suis fier de dire que le Canada est maintenant le deuxième pays le plus riche et je félicite les Nations Unies de l'avoir récemment classé au premier rang de tous les pays du monde.

* * *

LES SOINS DE SANTÉ

M. Grant Hill (Macleod, Réf.): Monsieur le Président, une autre question d'importance nationale pour le Canada, même au Québec, concerne les soins de santé.

Les libéraux ont fait une promesse dans leur livre rouge. Ils ont annoncé la création du Forum national sur la santé sous la présidence du premier ministre. Pourrions-nous savoir où en sont actuellement les choses?

L'hon. Diane Marleau (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureuse de dire que le forum fait son travail. Il a déjà publié de nombreux documents, dont un, récemment à Toronto, qui porte sur le financement privé et public. Le forum doit entamer la tenue d'audiences publiques cet automne. Restez à l'écoute, il y aura du nouveau.

M. Grant Hill (Macleod, Réf.): Monsieur le Président, le Forum national sur la santé est un échec lamentable. Pourtant, une rencontre qui se tient actuellement pourrait porter fruit. Les ministres provinciaux de la Santé sont actuellement réunis en Colombie-Britannique. Le gouvernement va-t-il va écouter les recommandations constructives qui émaneront de cette rencontre?